

La crainte d'un fichage de masse fait un retour spectaculaire, avec les décrets Arpaillange-Joxe des 27-2 et 2-03 puis l'annulation des deux premiers par Michel Rocard le 3 mars dernier. Depuis, elle n'a plus quitté la scène médiatique (fichiers de l'usage des armes à feu par la police, des mauvais payeurs, des chèques volés, de la Sécurité Sociale, de l'INSEE etc...). Pas une semaine sans une nouvelle affaire. Comme le note Jacques FAUVET président de la CNIL (1) "le mot fichier inquiète ; il sous-entend secret, police".

En supprimant en 81 la carte d'identité informatisée (rétablie par la droite en 87 et maintenue depuis par Pierre Joxe) les socialistes avaient exorcisé une partie des peurs suscitées par l'informatique. Mais depuis les "affaires" chacun sait que la gauche n'a rien à envier à la droite en matière de raison d'Etat. François Mitterand ne peut plus garantir comme auparavant contre les excès de la police.

Celle-ci par une sorte de logique liée à sa fonction, a besoin d'accumuler à l'abri des regards, dans des dossiers et des fichiers, un savoir sur les individus. C'est en vertu de cette logique du secret que les fichiers des R.G. échappent depuis plus de 12 ans au contrôle de la CNIL : c'est pourquoi la publication des décrets de mars au Journal Officiel a constitué un progrès de transparence ; quatre ans plus tôt, les décrets concernant les fichiers de la DST, de la DGSE et de la DSPD n'avaient pas été publiés.

Mais si elle a participé à la décision sur ces décrets, la CNIL n'a pas failli, elle est restée fidèle à son attitude constante : ne pas s'opposer au fichage, en fixer les limites, l'encadrer juridiquement (elle est

Big Brother est de retour

PAR ERIC BRAINE

restée dans le cadre fixé par la loi du 6 janvier 1978 et aux exceptions pour motif "d'intérêt public" fixées par les articles 31 et 39 de cette loi).

Ce que n'a pas vu la CNIL, et en quoi elle s'est fait piéger, c'est que pour une opinion toujours attachée aux libertés, il n'est pas possible de lire dans un décret que la police procède à des enregistrements nominatifs de la race, des opinions politiques ou religieuses, même s'il s'agit là de pratiques quotidiennes. La CNIL, n'a pas vu la dimension politique du fichage. En rendant public le compromis passé avec les fumeurs, elle s'est discréditée.

La question du fichage pose la question du rapport à l'Etat et du rôle de la police dans notre société. Qu'est-ce qu'une police démocratique doit savoir sur les gens pour faire son travail de police ? Ce qui a trait au grand banditisme, au terrorisme, à la drogue sans doute... mais la nécessité sociale des renseignements collectés par les R.G. pour le gouvernement paraît beaucoup plus contestable.

Faut-il comme nous le faisons en 82 demander la suppression de tout fichage nominatif ? Avec quelles garanties contre les pratiques occultes ?

Certainement en ce qui concerne le fichage à caractère racial ! la réponse est plus discutée pour les domaines où les fichiers ont une utilité de défense sociale directe.

La contre-partie des fichiers nominatifs se trouve dans leur transparence, dans le droit d'accès direct. Ceci veut dire :

- Renforcer les pouvoirs et les moyens de la CNIL, lui permettre de s'autosaisir sans attendre les demandes trop peu nombreuses (100 par an).

- Comme le proposait J.M Belorgey en 82, revendiquer un accès direct aux fichiers et dossiers de police ordinaires, en limitant l'accès indirect (par la CNIL) aux fichiers ou à la fraction de fichiers concernant la sûreté de l'Etat ou la lutte contre le terrorisme. Mais comme le montre la récente affaire de l'accès du fichier du "Bureau d'ordre" par l'avocat d'un trafiquant, la mise en œuvre de ce principe reste mal aisée.

- Obtenir le vidage régulier des mémoires, le nettoyage des fichiers et des dossiers. Rappelons que la police conserve à Bois d'Arcy pas loin de 40 millions de dossiers "périmés".

Dans ce domaine, il n'y a pas de garantie absolue ; le contrôle de la police est une question de culture démocratique et de consensus politique. Il dépend du rôle que l'on entend assigner à l'Etat ; alors que ce rôle est en cours de redéfinition.

Dans les pays de l'Est les mobilisations contre la Stasi et la Sécurité, en Suisse la manifestation de plus de 30 000 personnes à Berne, le 3 mars dernier, contre les 900 000 références de la police, montrent que les citoyens en Europe sont de moins en moins disposés à laisser faire la police : ils veulent la transparence pour savoir ce qu'il y a dans les dossiers et les fichiers.